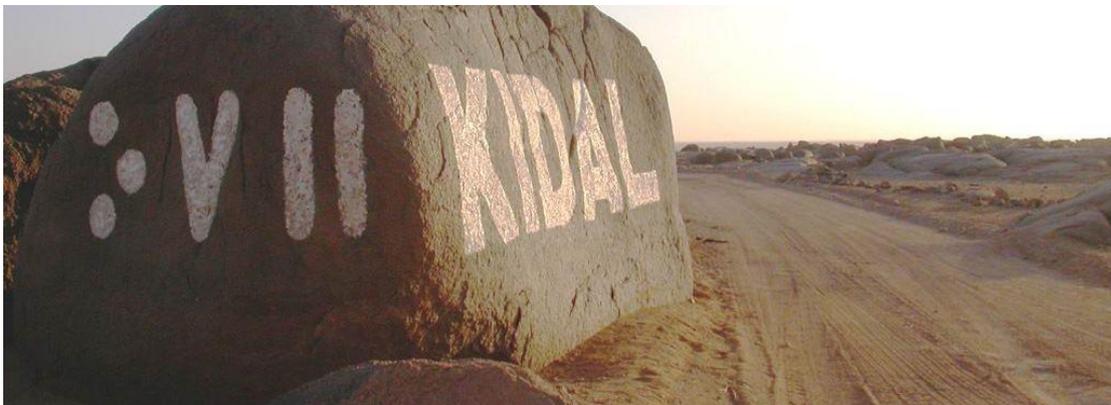


MALI | LE DANGER DE L'ENLISEMENT



Plus de deux ans après le déclenchement de l'opération Serval, la situation reste très fragile au Mali. Alors que les négociations d'Alger entre les autorités maliennes et des groupes armés du Nord n'ont toujours pas abouties, la nomination de Modibo Keita comme Premier ministre début janvier 2015, en remplacement de Moussa Mara, a été saluée par la presse française et malienne.

Modibo Keita a en effet écarté les ministres liés à des scandales. De plus, il connaît très bien le dossier du Nord pour avoir été, jusqu'à sa nomination à la Primature, Haut représentant du chef de l'État malien aux négociations d'Alger. Les racines de la crise qui a emporté le pays en 2012 sont cependant profondes. Il faudra du temps pour panser les cicatrices laissées par l'histoire et faire évoluer des pratiques à l'origine d'un effondrement. Mais, à court terme, la priorité est le renforcement de la sécurité.

| Une situation sécuritaire précaire

Selon le dernier rapport des Nations unies sur la situation au Mali, rendu public en décembre dernier (1), la situation sécuritaire dans le pays est « précaire ». Durant l'année 2014, les groupes jihadistes ont en effet multiplié les escarmouches en opérant par petits groupes. Entre octobre et décembre, leurs actions ont entraîné la mort de seize casques bleus au cours d'actions prenant la forme d'attaques suicides, de poses de mines ou d'engins explosifs improvisés, et d'embuscades au moyen – non sans rappeler les tactiques de Boko Haram – de motos. Comme le constatait le chef des opérations de maintien de la paix de l'ONU, en septembre dernier, « les terroristes et les jihadistes [...] ont repris du poil de la bête » (2). Le temps n'est plus aux rezzous mais à une professionnalisation des actions de guérilla, contre les forces maliennes, françaises, internationales, et les populations qui les soutiennent.

En réponse, la MINUSMA a fait l'acquisition de matériels sanitaires et de véhicules à l'épreuve des mines, tandis que plusieurs milliers de ses membres étaient formés à la lutte contre les engins explosifs improvisés, aux premiers secours de combat et à l'identification des armes rencontrées sur le théâtre. De même, la force internationale a déployé des moyens aériens à Kidal en vue de procéder à des opérations de reconnaissance et de surveillance visant les mouvements des groupes armés, tandis que la Suède envoyait à Tombouctou 250 spécialistes du renseignement, s'ajoutant au contingent néerlandais déjà déployé à Gao. Les premiers jours de janvier n'ont toutefois pas marqué de changement. La base française de Tessalit faisait l'objet d'une trentaine de tirs de roquettes et d'obus de mortiers entre les 30 décembre et le 1^{er} janvier. Le 4 janvier, le véhicule d'une patrouille de casques bleus nigériens sautait sur un engin explosif télécommandé, tandis que quatre camions appartenant à un sous-traitant de la MINUSMA étaient brûlés, à moins de 200 km au nord de Gao (3). Le lendemain, alors que les violences étaient généralement localisées dans les trois régions du Nord-Mali, le centre du pays était touché. Une position de l'armée malienne était attaquée à Nampala, près de la frontière mauritanienne en réponse, selon un communiqué d'AQMI, à la fourniture de renseignements par les Maliens permettant la neutralisation le 11 décembre, par des soldats français, d'Abderhamane Ould al-Amar Ahmed al-Tilemsi, membre fondateur du MUJAO et cadre dirigeant d'al-Mourabitoune.

Les capacités de la force internationale restent en effet contraintes par les effectifs disponibles – 74% des effectifs autorisés étaient déployés au Mali fin 2014, soit 8 543 militaires et 1 019 policiers – et le manque de soutien logistique autonome et de matériel au sein des contingents venant de la Mission internationale africaine de soutien au Mali (MISMA). Sur les sept bataillons d'infanterie et unités de réserve de la force sur le terrain, deux seulement répondent en effet pleinement aux besoins définis initialement, avec une insuffisance dans les cinq autres unités allant de 50 à 80% (4). Mais par-delà les carences capacitaires de la MINUSMA, cette fragilité renvoie à deux autres aspects. D'abord, la déroute de l'armée malienne à Kidal, en mai 2014, a marqué l'échec d'une stratégie visant à former et à redéployer les forces de sécurité maliennes dans les trois régions du nord. Ensuite et surtout, avec un millier d'hommes dans le pays, le contingent français ne peut guère plus qu'espérer maintenir sur les groupes armés une pression permettant de les contenir et de les affaiblir, intervenir ponctuellement tout en assistant la MINUSMA et les forces maliennes dans leurs actions.

| Des racines profondes

L'argument de l'incapacité de forces armées trop peu nombreuses et mal équipées pour assurer efficacement la sécurité ne saurait cependant suffire. Un deuxième renvoie à l'implantation des jihadistes. Les ex-combattants du MUJAO jouissent de soutiens locaux, avec un performant réseau d'informateurs dans la région de Gao (5). Outre leurs connexions avec un narcotraffic source de revenus, ils ne se sont « pas contentés de couper des mains et de détruire » pendant l'année 2012 (6). Leur message s'est appuyé sur la distribution de millions de francs CFA à l'occasion du ramadan. Les islamistes ont fourni le carburant et les denrées à prix coûtant, équipé les centres de santé, payé les agents (7). Et Gao ne constitue pas une exception. À Tombouctou, « plusieurs groupes djihadistes ont su maintenir des positions [...] notamment grâce au soutien de certains complices peuls qui vivent sur ces terres », affirmait ainsi récemment un Touareg à une journaliste de *Mondafrique* (8).

Ces relations sont d'ailleurs antérieures à l'offensive de 2012. Dans la seconde moitié des années 1990, Mokhtar Belmokhtar se rend à plusieurs reprises dans la région de Tombouctou afin, selon le journaliste mauritanien Lemine Ould M. Salem, d'« étendre la "guerre sainte" dans le Sud algérien et, au-delà, dans l'ensemble du Sahara » (9). Après avoir échappé en décembre 2002 à une embuscade de l'armée algérienne, Mokhtar Belmokhtar s'installe dans la région de Lerneb, au nord de Tombouctou, où il se marie avec une Bérabiche issue de la chefferie des Oulad Idriss, puis fournit aux populations avec son groupe de l'argent, des puits ou des forages. Non sans susciter des inquiétudes. « Le plus dangereux pour l'avenir, constatait en 2009 un ancien travailleur humanitaire malien vivant à Tombouctou, c'est qu'ils exercent une fascination croissante sur la jeunesse des ethnies arabe et berabiche de Tombouctou, ou chamanama de Gao » (10).

Si l'activisme des groupes armés jihadistes inquiète, ces derniers sont toutefois loin d'être les seuls acteurs d'une violence échappant aux autorités. En juillet, des éléments touaregs du Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA) et arabes du Mouvement arabe de l'Azawad (MAA) se sont affrontés à plusieurs reprises. Le mois suivant, des membres du MAA ont échangé des tirs (11), tandis que le Groupe d'autodéfense des Touareg imghad et alliés (GATIA), considéré comme progouvernemental, s'opposait au MNLA. Or comme le rappelaient les auteurs d'International Crisis Group en novembre dernier, la création de nouveaux mouvements « illustre le risque de fragmentation des groupes armés en dépit des efforts de la diplomatie algérienne pour les unifier », et « peut annoncer une résurgence des violences entre des groupes qui se battent aussi pour prouver leur existence » ainsi que défendre des revendications politiques, sociales et économiques (12). D'ailleurs les cadres du GATIA, lorsqu'ils officialisent la création du groupe en août 2014, affirment avoir officiellement demandé aux autorités maliennes et internationales à participer aux pourparlers d'Alger, pour défendre la voix des Imrads et s'opposer à l'autonomie du Nord après le retrait des forces armées maliennes et l'allègement du dispositif français (13).

| Un pays encore malade

La plongée en enfer du Mali en 2012 a révélé un pays malade. La question du Nord n'a pas été réglée. L'ambitieux Pacte national, signé en avril 1992, a échoué sur le manque de ressources financières, des retards dans les changements institutionnels, les réactions des insatisfaits des arrangements obtenus par les Touaregs, ainsi que le manque d'effectivité des financements destinés au développement sur le terrain, qui ont avant tout contribué à l'enrichissement de quelques-uns.

Surtout, l'État comme producteur de politique est devenu l'ombre de lui-même. Alors que, sous l'injonction des bailleurs de fonds à partir des années 1980, il est affaibli pour lui substituer une décentralisation perçue comme substitut mais sans vision permettant de guider l'administration, l'accession à la présidence d'Amadou Toumani Touré lui porte le coup de grâce. Certes, la multiplication des chantiers montre un pays en mouvement. Mais la politique du consensus a contribué à « anesthésier les forces d'alternance ainsi que la capacité de proposition des partis » (14). Plus inquiétant, « la corruption désormais généralisée et la cooptation aux hautes fonctions de cadres médiocres ont discrédité le régime aux yeux de nombreux Maliens », tandis que se développait le sentiment communautaire (15).

Or depuis l'intervention militaire française et africaine, ces fractures devenues béantes ont continué de suppurer. Les affaires relatives à l'achat d'un avion présidentiel à 17 milliards de francs CFA (26 millions d'euros) et à la signature d'un contrat de matériels militaires pour le ministère de la Défense, via un homme d'affaires proche du clan présidentiel, ont affaibli le président Ibrahim Boubacar Keïta, dont la campagne avait été menée sous le slogan « Le Mali d'abord ». La présence de sa famille dans les rouages du pouvoir a également fait polémique : son fils Karim président de la commission de la défense à l'Assemblée, le beau-père de Karim président de cette même Assemblée, un beau-frère ministre de la Solidarité, ou encore un neveu ministre de l'Industrie et de la Promotion des investissements (16). Quant à la corruption, elle continue d'être omniprésente (17).

Les relations entre le Nord et le Sud sont également encore marquées par les ressentiments. Les affrontements de Kidal ne peuvent être réduits à un épiphénomène, encore que ses conséquences sont importantes, mais un révélateur des limites opérationnelles d'une armée encore en reconstruction et de tensions persistantes. Le MNLA et les autres mouvements rebelles sont considérés par nombre de Maliens du Sud comme « terroristes ». De manière plus générale, le sentiment dominant est que l'agitation dans le Nord sert seulement à faire venir de l'argent des bailleurs, alors que le Sud a également besoin d'aide au développement, dans un contexte de dégradation du système scolaire et de forte croissance démographique. À l'inverse, dans le Nord, l'impression est celle de laissés-pour-compte lorsque les représentations individuelles et collectives ne sont pas dominées à Kidal par le souvenir de la répression militaire après la révolte de 1963 (18), ou dans d'autres régions du nord par les violences des années 1990, parfois ravivées par le comportement des soldats maliens début 2013 (19).

| Un chemin semé d'embûches

Les négociations d'Alger et leur aboutissement sont l'un des premiers défis du Mali et de la communauté internationale. Un échec ou un accord mal ficelé constituerait « le pire des scénarios », comme l'affirmait déjà en avril 2013 les sénateurs Jean-Pierre Chevènement et Gérard Larcher, scellant l'enlèvement politique et rendant d'autant plus difficile une réconciliation. Cependant, un accord ne marquera nullement la fin des tensions, mais plutôt l'espoir d'une porte de sortie. La signature d'un texte nourrira en effet forcément des mécontentements, ne serait-ce que chez les opposants à toute discussion politique entre anciens rebelles et gouvernement, chez ceux qui se sentent lésés ou exclus, voire même chez certains signataires, imposant d'être prêt à faire appliquer par la force les mesures prévues.

Dans ce contexte, des efforts s'imposent en matière de renforcement de la sécurité. La MINUSMA envisage d'ailleurs de redéployer des unités pour renforcer ses moyens dans les trois régions du nord, avec notamment un groupe d'hélicoptères de manœuvre moyens à Kidal. Mais l'évolution des derniers mois et les estimations généralement retenues pour sécuriser un pays avec un fort risque de résurgence de guerre civile – avec un ratio d'un combattant ou policier pour 50 civils, il faudrait près de 25 000 hommes pour les trois régions du nord en considérant les chiffres du recensement de 2009 – plaident en faveur d'un renforcement de ses effectifs, tout comme de ceux français, alors que les forces de sécurité maliennes ont encore un long chemin à parcourir pour assumer la sécurité du Nord-Mali et changer leur image.

Reste, *in fine*, que la crise de 2012 est avant tout une crise du politique. Comme le rappelle Thierry Perret, pour être resté communautaire, pour avoir négligé de « modifier les vieilles lois sociales [...], le Mali a laissé dériver ses territoires » (20). Mais si les Maliens – du nord comme du sud – sont les premiers concernés, la communauté internationale et les bailleurs ont une responsabilité pour piloter stratégiquement l'usage des aides, ne pas réduire l'État à une structure seulement destinée à gérer des ressources sans définir de politique, l'affaiblir sans l'accompagner dans des réformes nécessaires, ou encore réduire les problèmes du Mali à leur dimension économiques et sociales. Plusieurs initiatives vont dans ce sens et sont notamment destinées à améliorer la gouvernance, mais il importe de garder un cap sur le temps long et, à court terme, de restaurer une sécurité défaillante, au cœur des attentes des populations et pré-requis au fonctionnement d'une justice de proximité et de l'administration (21). Le cas échéant, les efforts réalisés et les millions dépensés, ne seront rien d'autre qu'une occasion manquée.

| Notes

- (1) *Rapport du Secrétaire général des Nations Unies sur la situation au Mali*, Nations Unies, S/2014/943, 23 décembre 2014, p. 4.
- (2) Cité par Cyril Bensimon, « Les islamistes frappent de nouveau dans le nord du Mali », *Le Monde*, 2 octobre 2014.
- (3) Philippe Champleau, « Mali : les harcèlements se multiplient contre l'armée malienne et la Minusma », blog *Lignes de défense*, 5 janvier 2015 (<http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/archive/2015/01/05/mali-13220.html>).
- (4) *Rapport du Secrétaire général des Nations Unies sur la situation au Mali*, *op. cit.*, p. 15.
- (5) Et même au-delà, permettant notamment de circuler entre Gao et Douentza.
- (6) Le MUJAO aurait été responsable de quinze amputations (Morten Bøås et Liv Elin Torheim, « Mali unmasked: resistance, collusion, collaboration », *NOREF*, mars 2013, p. 3).
- (7) Thierry Perret, *Mali. Une crise au Sahel*, Paris, Karthala, 2014, p. 54.
- (8) Louise Dimitrakis, « IBK à Paris, les djihadistes au Nord-Mali », *Mondafrique*, 12 janvier 2015, <http://mondafrique.com/lire/decryptages/2015/01/12/mali>.
- (9) Lemine Ould M. Salem, *Le Ben Laden du Sahara. Sur les traces du jihadiste Mokhtar Belmokhtar*, Paris, éditions de La Martinière, 2014, p. 45. De son côté, Lakhdar Benchiba insiste plutôt sur les succès des forces armées algériennes (Lakhdar Benchiba, « Les mutations du terrorisme algérien », *Politique étrangère*, été 2009, pp. 345-352).
- (10) Pierre-François Naudé, « Lutte contre le terrorisme : le calme avant la tempête ? », *Jeune Afrique*, 26 mai 2009.
- (11) *Rapport du Secrétaire général des Nations Unies sur la situation au Mali*, *op. cit.*, p. 4.
- (12) International Crisis Group, « Mali : dernière chance à Alger », *Briefing Afrique*, n°104, 18 novembre 2014, p. 13.
- (13) « Mali : le Gata dit prendre les armes pour participer aux négociations », *RFI*, 16 août 2014.
- (14) Thierry Perret, *op. cit.*, p. 29.
- (15) *Ibid.*, p. 103.
- (16) Thomas Hofnung, « Au Mali, le président "IBK" sur une pente sablonneuse », *Libération*, 10 juillet 2014.
- (17) Entretien, consultant international, décembre 2014.
- (18) Pierre Boilley, « La révolte oubliée des insurgés de Kidal », *Alternatives internationales*, n°59, juin 2013, pp. 54-55.
- (19) François Grünwald (chef d'équipe), *Étude de cas sur les zones à faible densité. Étude de cas « Mali »*, groupe U.R.D., rapport du 17 avril 2014, pp. 26-27.
- (20) Thierry Perret, *op. cit.*, p. 223.
- (21) Pour une synthèse très stimulante des erreurs réalisées en Afghanistan (échec de la sous-traitance de la sécurité par les Américains, flou en sur les objectifs de l'aide, absence de pilotage stratégique des ressources, conséquences néfastes des approches privilégiant le court terme au détriment de la reconstruction de l'appareil d'État, nécessaires réformes politiques), voir : Serge Michailof et Alexis Bonnet, *Notre maison brûle au Sud. Que peut faire l'aide au développement ?*, Paris, Fayard, 2010, chapitre 6. On pourrait d'ailleurs ajouter que l'instabilité était perçue comme la résultante de facteurs économiques et sociaux, alors qu'elle était la conséquence de facteurs politiques (à l'échelle nationale et locale).



L'auteur | Chercheur associé à l'Institut Thomas More, titulaire d'un Master 2 de Défense (Paris 2) et Docteur en histoire des Relations internationales (Paris 1), Antonin TISSERON réfléchit principalement sur les enjeux géopolitiques, de défense et de sécurité dans la zone Maghreb Sahel. Il travaille en outre depuis plusieurs années pour le Ministère de la Défense sur les problématiques de la modernisation des forces armées, de la contre-insurrection et des opérations extérieures.

Avec le soutien de

